

Petr Bystron : « Il nous faut une « Europe-Forteresse » »

écrit par Nicolas Faure | 25 juin 2023



Aujourd'hui, la politique européenne se caractérise par un déni de démocratie rampant, l'UE devenant ainsi une construction antidémocratique.

La vision d'un super-État européen conduit inéluctablement à la perte de souveraineté nationale des différents États et, par là, de celle de leurs peuples. Mais seules les démocraties nationales, construites au cours de l'histoire douloureuse des nations, permettent d'offrir à leurs citoyens les références souhaitées en termes d'espace, d'identité et de protection. Elles seules permettent l'exercice optimal des libertés individuelles et collectives. Elles seules peuvent suffisamment les garantir. L'objectif du parti de la droite nationale allemande, l'Alternative für Deutschland, est celui d'une Allemagne souveraine, qui garantisse la liberté et la sécurité de ses citoyens, qui encourage la prospérité et qui contribue à une Europe pacifique et prospère.

C'est la conviction de Petr Bystron, député au Bundestag allemand, chargé des questions de politique étrangère à l'AfD.

Il répond ici à nos questions de politique internationale.

Nicolas Faure : *l'AfD défend la liberté et l'autodétermination des nations européennes. Le parti considère qu'une Union européenne de type étatique, telle qu'elle est souhaitée par les partis établis, est contre-productive dans la perspective d'une Europe prospère et sereine.*

Quelle est votre vision d'une « meilleure Europe » ?

Petr Bystron : certainement pas celle d'une union des républiques soviétiques européennes, ce que l'UE de Bruxelles est en train de devenir. Nous voulons une Europe de patries souveraines. La CEE était une bonne structure.

C'était un partenariat entre les États, basé sur le respect mutuel.

Nicolas Faure : *les Nations unies sont un acteur incontournable en matière de sécurité et de paix dans le monde. Faut-il pour autant les réformer ?*

Petr Bystron : l'ONU est une enfant de son époque, elle est une construction de l'ordre d'après-guerre. Le poids croissant des pays du BRICS – (groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) – et notamment celui de la Chine, doit être pris en compte, tout comme le recul que connaissent la Grande-Bretagne et la France. Une réforme est inévitable, et l'ordre mondial multipolaire qui se met en place devra également se refléter dans les éventuels nouveaux statuts de l'ONU.

Nicolas Faure : *l'Allemagne a-t-elle besoin de plus de protection à ses frontières ? Pourquoi et comment faudrait-il agir en ce sens ?*

Petr Bystron : en réalité, l'Allemagne n'aurait qu'à appliquer les lois qui existent déjà. Nous avons à la fois le cadre légal et les moyens de protéger efficacement nos frontières. Il ne manque que la volonté politique.

Mais je considère qu'il est bien plus important de renforcer la sécurité des frontières extérieures de l'UE. La liberté d'aller et venir des Européens sur leur continent, telle que nous la connaissons depuis les accords de Schengen peut sembler être une bonne chose. Mais nous devons réellement nous défendre contre une immigration massive provenant de l'extérieur. Nous avons besoin d'une Europe « Forteresse ».

Nicolas Faure : *faut-il renforcer la législation sur les armes en Allemagne ? Pourquoi ?*

Petr Bystron : un durcissement de la législation sur les armes a toujours une connotation totalitaire. Tous les

régimes dictatoriaux ont désarmé leurs citoyens pour pouvoir les asservir plus facilement. Au siècle dernier, les communistes avaient strictement limité la détention d'armes par les particuliers, les nazis faisant de même à la même époque.

Face à cela, la Constitution américaine codifiait dans son Deuxième amendement l'idéal du citoyen libre qui a le droit de s'armer pour combattre un gouvernement tyrannique.

Nicolas Faure : *à propos de la guerre russo-ukrainienne, vous avez déclaré dans la presse que l'invasion russe marquait « la fin du monopole mondial des Etats-Unis comme seule puissance hégémonique ».*

Petr Bystron : je ne faisais pas simplement allusion à une « invasion » russe, mais plutôt au traité russo-chinois signé début février 2022, dans lequel les deux grandes puissances ont mutuellement reconnu leurs zones d'influence respectives tout en condamnant les éventuelles interventions des Etats-Unis dans ces zones. C'est un signe clair adressé aux Etats-Unis que ces deux Etats, la Chine et la Russie, n'acceptent plus la prétention hégémonique américaine.

Propos recueillis auprès de Petr Bystron par Nicolas Faure pour Résistance républicaine